



PREFECTURE DE LA SAVOIE

direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations
de la Savoie

Service protection et santé
animales et installations classées
pour la protection de
l'environnement

Pôle protection de l'environnement

B.P. 91113
73011 CHAMBERY CEDEX

Dossier suivi par : Céline RAVOUX
Tél. : 04.79.33.89.63
Fax : 04.79.33.06.19
Courriel : celine.ravoux@savoie.gouv.fr

BORDEREAU D'ENVOI

à

Monsieur le Chef de l'unité territoriale
des deux Savoie de la
Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) Rhône-Alpes
A l'attention de Monsieur Castellazzi
430 Avenue de la Belle Eau
73000 CHAMBERY

Chambéry, le 2 NOV. 2010

NOMBRE DE PIECES	DESIGNATION DES PIECES	OBSERVATIONS
1	<u>OBJET</u> : Installations classées pour la protection de l'environnement – Société AXIA à LA BATHIE- ESSERTS BLAY Copie de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 portant prescriptions complémentaires	Pour information

LE PREFET

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Directeur départemental,
p.o. la gestionnaire administrative

Céline RAVOUX

COUR	CO3	AG	G1	C2	G3	G4	R1	R2	C	C2	D	I1	I2	T1	T11	T12	73	74
Attrib																		
Info																		
Copie																		
Visa																		
date de mise	REÇU LE 3 NOV. 2010																	
	Epistolaire																	

PREFET DE LA SAVOIE

Arrêté Préfectoral
portant prescriptions complémentaires
Centre de tri et de transit de déchets

exploité par la société AXIA

sur le territoire des communes de La Bathie et d'Essert-Blay

LE PREFET DE LA SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, titre I^{er} du livre V, et notamment ses articles R.512-31, L.512-12 et R 512-47,

Vu le décret N° 2010-369 du 13 avril 2010 portant modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment création de la rubrique 2716,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA à exploiter sur son site situé Zone Industrielle, Route de l'Energie, sur les communes de La Bâthie et d'Essert-Blay, des activités de récupération de métaux et de tri et de transit de déchets,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2006 portant agrément de la société AXIA pour les opérations de démolition de véhicules hors d'usage sur son site de La Bâthie et d'Essert-Blay,

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter un quai de transfert d'ordures ménagères sur son site de La Bâthie et d'Essert-Blay déposée le 27 janvier 2010 par monsieur le président de la société AXIA,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 8 juillet 2010,

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé lors de sa séance du 7 septembre 2010,

Considérant que l'exploitation d'un quai de transfert d'ordures ménagères par la société AXIA et d'une installation de regroupement et de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques sur son site de La Bâthie et d'Essert-Blay, dans les conditions décrites dans le dossier de demande d'autorisation du 27 janvier 2010 précité et sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, aura un impact acceptable sur l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général,

Les demandes devront être accompagnées des justificatifs nécessaires concernant notamment le respect du flux annuel autorisé.

Article 5 :

L'installation de transit d'ordures ménagères sera exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation du 27 janvier 2010, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

Les ordures ménagères collectées en vrac sont retirées de la liste des déchets dont la réception est interdite sur le site définie à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 précité.

Article 6 :

L'ensemble des consignes d'exploitation et de sécurité seront adaptées pour prendre en compte le transfert des ordures ménagères. Ces règles seront portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux, marquage au sol, consignes, action de formation...).

Article 7 :

Les véhicules de collecte et de transport en attente ne devront pas stationner sur la voie publique, notamment en dehors des heures d'ouverture. A l'intérieur de l'établissement, les véhicules ne devront pas circuler ni stationner en dehors des voiries et des aires de parking aménagées.

Leur moteur devra être arrêté lorsque leur fonctionnement ne s'avèrera pas indispensable et notamment pendant les phases de chargement et de déchargement.

Article 8 :

Les conditions de transport des ordures ménagères garantiront l'absence d'envol et de chute de déchets sur la voie publique. A cette fin, les véhicules seront munis de bâches ou de filets en tant que de besoin.

Article 9 :

L'exploitant mettra à jour les règles de circulation et d'utilisation des véhicules applicables à l'intérieur de l'établissement.

Les voies de circulation et les aires de manœuvre et de stationnement seront aménagées en fonction des caractéristiques des véhicules appelés à y circuler. Elles seront constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraîneront pas d'envol de poussières.

Article 10 :

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions sera réalisé par un agent employé par l'exploitant, de façon systématique. Ce contrôle sera réalisé au moyen d'un pont bascule régulièrement contrôlé dans les conditions prévues par la réglementation relative aux instruments de mesures.

Une désinfection de la surface de transit sera effectuée en tant que de besoin.

Article 15 :

→ L'exploitant tiendra un registre des entrées qui contiendra, pour chaque réception, les informations suivantes :

- date et heure d'arrivée du véhicule de collecte,
- immatriculation du véhicule de collecte,
- quantité et provenance d'ordures ménagères apportées.

L'exploitant tiendra un registre des sorties qui contiendra, pour chaque expédition, les informations suivantes :

- date et heure de départ du véhicule de transport,
- immatriculation du véhicule de transport,
- quantité et destination d'ordures ménagères expédiées.

A ce registre seront annexés les justificatifs de pesées et d'élimination de ces déchets. Ces documents seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 16 :

L'exploitant devra, à tout moment, connaître et pouvoir justifier de la quantité d'ordures ménagères présente sur son site.

Cette quantité ne devra jamais excéder 300 m³.

→ **Article 17 :**

L'exploitant s'assurera du bon entretien des aménagements permettant d'obtenir un débit d'eau d'extinction d'incendie de 150 m³ par heure.

En particulier, il veillera à ce que l'accès des véhicules de secours au point de pompage dans l'Isère soit toujours dégagé.

Article 18 :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2711 « transit , regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut » sont applicables à l'exception des points 5, 8 et 9 de l'annexe I.

Article 19 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.